

CONCLUSION

Après avoir raconté la lugubre histoire de ma patrie pendant des mois d'indicibles souffrances, je me recueille et je me demande comment il est possible qu'une des nations les plus civilisées du monde, et qui avait d'ailleurs vis-à-vis de nous des obligations sacrées, ait consenti à martyriser avec cette cruauté un peuple inoffensif et ami. Il y a là, après tous les progrès que semblait avoir réalisés le droit international, après les conventions de La Haye, après les déclarations pacifiques de tous les grands Etats, une espèce d'énigme devant laquelle l'esprit s'arrête avec stupeur.

En réalité, l'énigme n'existe pas pour qui connaît les choses d'outre-Rhin.

Le génie allemand a été empoisonné par l'esprit prussien, et c'est dans l'esprit prussien que se trouve l'explication claire et lumineuse des phénomènes qui paraissent à première vue inexplicables.

Les nations, comme les individus, subissent la

fatalité du péché originel. Née d'une apostasie, qui a profané l'idéal religieux et militaire des chevaliers teutoniques, la Prusse n'a jamais démenti ses origines frauduleuses et larronnes. D'Albert de Brandebourg à Frédéric II, de Frédéric II à Bismarck, de Bismarck à l'attentat du 2 août 1914, c'est toujours par la violation des droits les plus sacrés, par le parjure et par l'iniquité qu'elle est arrivée à ses fins. C'est ainsi qu'a été sécularisée la Prusse propre, qu'a été conquise la Silésie, qu'a été envahie, puis dépecée la Saxe, qu'a été partagée la Pologne, qu'a été annexé le Schleswig, qu'a été falsifiée la dépêche d'Ems, qu'a été envahie la Belgique. La Prusse sourit des protestations de la justice et du droit outragé, elle rit des traités qu'on invoque, elle sait que le droit n'est qu'un mot et les traités qu'un *chiffon de papier*, et elle passe outre, avec un tranquille mépris aux protestations de la conscience humaine. Elle ne croit qu'à la force. La force ne prime pas le droit; la force, c'est le droit. Telle est depuis Hegel la doctrine des maîtres, mais Hegel lui-même n'a fait que formuler en termes philosophiques les axiomes qui sont à la base de la politique prussienne depuis l'origine de la Prusse.

Il s'agit donc avant tout de devenir un Etat fort : les petits Etats sont ridicules. Mais tout Etat sera faible vis-à-vis d'un plus grand : il faut donc

se rendre non seulement fort, mais le plus fort; alors, on aura seul le droit d'exister.

Tout ce qui tend à rendre l'Etat fort est bon et moral; la morale chrétienne est individuelle, elle ne s'applique pas aux Etats.

La moralité des actes, pour ceux-ci, c'est l'utilité. « L'égoïsme, a dit encore Bismarck, est la seule politique digne d'un grand Etat. »

Mais quel est, dans cette conception utilitaire, le meilleur instrument de force ? C'est l'armée.

Pour être l'Etat le plus fort, il faut avoir la meilleure armée. Toute l'énergie, toute l'activité de l'Etat doit être absorbée par cette tâche : créer l'armée la plus redoutable possible, et, à cette fin, lui livrer tous les enfants de la patrie et toutes les ressources de son trésor. C'est pour cela que la Prusse a établi le principe du service universel, ravivé et devenu loi à partir de 1815. Toute l'Europe s'est vue contrainte successivement de la suivre dans cette voie; si aujourd'hui elle est armée jusqu'aux dents, c'est le cadeau de joyeuse entrée que le royaume de Prusse a fait à la famille des Etats européens en y venant prendre place.

L'idéal de la Prusse a toujours été là : avoir la première armée du monde. L'armée est devenue l'unique objet de sa fierté nationale; l'officier prussien est devenu le type le plus complet de l'homme, ce qu'était le *gentleman* pour l'Anglais,

le *caballero* pour l'Espagnol, l'*honnête homme* pour la vieille France. « Ce qu'il y a de meilleur en moi, disait Bismarck, c'est l'officier prussien. » L'officier prussien consiste dans son sabre, dont le cliquetis sur le pavé des rues scande chaque pas de son maître. On dit que les Huns, ayant découvert une épée en terre se mirent à l'adorer : est-ce d'eux ou des Prussiens que cette légende est vraie ?

L'armée est ainsi devenue l'Etat incarné. La Prusse est le seul pays du monde où elle dispose pour ainsi dire légalement des destinées de la nation. Partout ailleurs, elle est au service du public, elle obéit, elle est *la grande muette*. En Prusse, c'est elle qui commande, qui a la préséance, qui dirige les événements. On s'est souvent étonné des fautes de la diplomatie prussienne ; à cela rien d'étonnant : elle est au service des vues militaires, elle n'est en Prusse qu'un accessoire de la stratégie.

L'armée, naturellement, a un idéal : c'est la guerre. Dans tous les pays civilisés, ses aspirations sont tenues en bride par l'intérêt supérieur de la civilisation ; la guerre n'est qu'un moyen et non un but. En Prusse, la guerre est son but à elle-même ; elle est civilisatrice, et l'armée loin d'être tenue en bride donne l'impulsion à la nation.

L'esprit prussien a empoisonné le génie allemand. Nation de penseurs et de poètes, l'Alle-

magne, assise au milieu de l'Europe civilisée, semblait appelée à être la gardienne des principes de justice et de moralité politique, qui sont le patrimoine de la civilisation. Après l'admirable mouvement de 1813, par lequel elle reconquit sa liberté, on eût pu l'espérer.

Pour son malheur, ce fut la Prusse qui présida à son unification. L'unité allemande passa des mains des poètes et des philosophes aux mains du chancelier de fer, qui ne connaissait que la force brutale. La force prime le droit. Il lui a dit : « Je vous ferai la première nation militaire du monde ; vous aurez une armée invincible, avec laquelle vous pourrez faire ce que vous voudrez ; que vous importent désormais la justice et l'honneur, *des mots*, et qu'avez-vous besoin de respecter les traités, *des chiffons de papier* ? » Et l'Allemagne enivrée s'est laissée entraîner. Elle n'a plus cru qu'à la force, elle qui avait dit tant de belles choses sur l'éternelle majesté du droit. Elle a connu le rêve napoléonien de dominer le monde, oubliant qu'elle n'avait pas de Napoléon, et que les Napoléons finissent à Sainte-Hélène. Aujourd'hui, vaincue, mutilée, trouvera-t-elle dans sa droiture naturelle la claire vue des causes de son malheur ? C'est le secret de l'avenir.

Godefroid KURTH

Professeur émérite à l'Université de Liège

Le
Guet-Apens Prussien
en Belgique

Avec une Préface de

S. E. le Cardinal D.-J. Mercier

Archevêque de Malines

Avant-Propos de M. Georges Goyau

— x —

PARIS

Honoré CHAMPION

5, QUAI MALAQUAIS, 5

BRUXELLES

Albert DEWIT

53, RUE ROYALE, 53.

1919

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
<i>Avertissement</i>	VII
<i>Préface de S. E. le cardinal Mercier, Archevêque de Malines</i>	XI
<i>Avant-propos de Georges Goyau</i>	XV
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. La neutralité belge depuis 1831.	7
CHAPITRE II. La Belgique à la veille de l'attentat.	23
CHAPITRE III. L'« ultimatum » allemand et la réponse de la Belgique	38
CHAPITRE IV. Comment les Prussiens essaient de justifier l'attentat	52
CHAPITRE V. La résistance de la Belgique à l'attentat prussien	91
CONCLUSION	120
APPENDICES :	
I. Comment l'Allemagne a calomnié le Gouvernement belge	129
II. Comment l'Allemagne a traité la Belgique. Nécrologe des villes et villages de Belgique	161 176
III. Comment l'Allemagne a traité le clergé belge	191
La tragédie d'Aerschot	207
